

Mis sur pied pour préparer des élections anticipées

## Le nouveau gouvernement portugais : un test pour un futur régime présidentiel

Mme Maria Pintasilgo et les 18 membres de son gouvernement ont prêté serment hier midi au cours d'une cérémonie présidée par le chef de l'Etat portugais, au palais d'Ajuda à Lisbonne. Lyrique, le nouveau Premier ministre a beaucoup cité les poètes portugais au cours de son discours avant de conclure : « Le Président de la République nous a donné une boussole qui nous guidera dans notre marche ».

Cette formule résume fort bien la « nature » du nouveau gouvernement, le onzième depuis la révolution d'avril 1974, que l'on décrit très proche du chef de l'Etat. Si Mme Pintasilgo est considérée comme une « catholique de gauche », plusieurs de ses ministres sont présentés comme des fidèles du palais de Belem. Quatre d'entre eux sont même des dissidents du parti social-démocrate et l'un d'eux appartient au groupe des 37 députés qui ont récemment quitté le PSD dans l'espoir de constituer un nouveau parti, d'inspiration présidentieliste.

### Accueil favorable à gauche

Mme Pintasilgo dispose de dix jours pour présenter son programme devant l'Assemblée de la République (parlement). Malgré l'accueil favorable que lui

ont réservé les partis de gauche, ni les socialistes ni les communistes — qui constituent à eux seuls la majorité du parlement — ne voteront pour l'investiture. Par contre, il est assuré qu'ils s'abstiendront, rendant ainsi sans effet la motion de défiance que comptent déposer le CDS (Centre Démocratique et social) et le PSD (parti social démocrate).

Contrairement aux précédents gouvernements de techniciens, l'équipe de Mme Pintasilgo paraît assez cohérente. Le fait que le Président de la République a insisté pour qu'elle présente un programme devant le Parlement signifie-t-il qu'il ne s'agit pas d'un simple gouvernement provisoire de gestion ? Même si certains observateurs estiment que Mme Pintasilgo a des chances de présider d'autres équipes gouvernementales dans l'avenir, il est maintenant presque certain que le Général Eanes dissoudra l'assemblée dans les jours qui suivent l'investiture pour provoquer des élections anticipées à l'automne prochain.

### Un régime présidentiel

Alors qu'il y a un mois, le Général Eanes déclarait que de telles élections seraient « coûteuses politiquement, socialement et économiquement », il

s'est montré, depuis, le plus chaud partisan de la dissolution anticipée, contre l'avis des partis de gauche.

En effet, le Portugal va ainsi entrer dans une période électorale ininterrompue jusqu'en juin 1981. Après les prochaines élections législatives (intermédiaires) entre deux législatures, doivent avoir lieu de l'année des élections municipales suivies au printemps 1980 des législatives normalement prévues par la Constitution; le tout consacré par les élections présidentielles de juin 1981. En fait, il est visible que la stratégie du général Eanes est tout entière commandée par cette échéance. L'objectif le plus de l'Etat est de mettre sur pied un régime présidentiel — de « faire droit » — qui se substituerait à l'actuel régime d'assemblée.

La récente dissidence au sein du parti social démocrate était d'ailleurs directement inspirée par le Président de la République. Mais le Parti socialiste de Mario Soares restant le groupe le plus important du parlement, la fin de sa suprématie est indispensable à la réalisation des idées présidentielles. D'où le souci de précipiter les consultations électorales, dans l'espoir que les derniers échecs enregistrés par le PS lors des élections locales seront confirmés et affaibliront sa représentation nationale.

### Situation bloquée

Les initiatives présidentielles sont reconnues, nécessaires par bon nombre d'observateurs portugais ou étrangers. La situation politique du pays semble en effet dans une impasse totale.

Depuis la chute de gouvernement de coalition (socialiste-centre démocratique et social) présidé par M. Soares, aucune formule de gouvernement qui aurait disposé d'une majorité au Parlement ne se révélait possible.

D'autre part, les expériences tentées pour mettre sur pied des « équipes de techniciens » ont également échoué : le premier gouvernement dirigé par M. Nogueira da Costa forma en août 1976, mais moins d'un mois plus tard, quant à M. Mota Pinto, nommé le 25 octobre 1978 mais seulement investi près de deux mois plus tard (13 décembre), il a dû présenter sa démission le 6 juin dernier, après avoir été plusieurs fois dans l'incapacité de « faire passer » devant le Parlement son projet de budget.

Il n'empêche que si cette situation bloquée paraît justifier l'intervention du chef de l'Etat dans la vie politique portugaise, ses récentes déclarations ne laissent pas d'inquiéter quant à ses objectifs à moyen terme.

J.-P. DU CHATEAU.

